ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 31.410/2

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 31.410/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 19 mars 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "réglant la protection des témoins menacés", a donné le 25 juin 2001 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 19 maart 2001 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende een regeling voor de bescherming van bedreigde getuigen", heeft op 25 juni 2001 het volgende advies gegeven :

Observation préalable

L'avis de la section de législation sur l'avant-projet de loi concerné a été demandé le 19 mars 2001 dans un délai ne dépassant pas un mois, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Des pièces transmises au Conseil d'Etat, il n'apparaissait pas que l'accord du Ministre du Budget ait été donné. Seul un document portant comme entête "Administratie van de Begroting en de Controle op de Uitgaven" était joint, non daté et non signé.

Comme dans son avis du 6 décembre 2000 l'inspecteur des finances soulignait que "le texte présenté aura très certainement des incidences sur le budget de l'Etat", l'accord du Ministre du Budget est requis en vertu de l'article 5 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire.

C'est par un courrier reçu le 7 mai 2001 que l'accord du Ministre du Budget, daté du 8 mars 2001, a seulement été transmis au Conseil d'Etat.

Observations générales

I. Insertion dans la législation existante et en projet

1. Le projet de loi relatif aux témoins anonymes

1.1. La section de législation a examiné il y a quelques mois un avant-projet de loi "relatif aux témoins anonymes" (1), dont l'objet principal était également d'assurer une meilleure protection aux témoins qui apportent leur concours à la justice. L'anonymat leur serait notamment assuré en cas de dénonciation des faits liés à la grande criminalité, c'est-à-dire des infractions visées à l'article 90ter, §§ 2, 3 et 4, du Code d'instruction criminelle, ou commises dans le cadre d'une organisation criminelle visée à l'article 324bis du Code pénal, ou encore des infractions à la loi du 16 juin 1993 relative à la répression des violations graves du droit international humanitaire.

Le présent projet de loi poursuit un objectif similaire sans toutefois établir aucun lien avec l'autre projet.

Interrogés à ce sujet, les représentants du ministre ont expliqué que ces projets sont étroitement liés. Ainsi, le projet de loi octroyant l'anonymat complet ou partiel au témoin offre à celui-ci des garanties quant à la sauvegarde de son identité tout au long de la procédure judiciaire. Les dispositions du présent projet

(1) Voir l'avis 30.522/2, donné le 6 novembre 2000.

s’appliqueront surtout lorsque l’anonymat n’aura pas été accordé au témoin mais qu'il faut néanmoins lui assurer une certaine protection matérielle. Il se pourrait également que cette protection soit nécessaire au témoin bénéficiant de l’anonymat.

Il convient de compléter l’exposé des motifs du projet à l'examen afin d’éclairer le Parlement sur l'articulation entre les deux projets et la conciliation entre les différentes mesures qu'ils prévoient. Le cas échéant, le dispositif doit également être complété.

1.2. L'article 107, § 1er, alinéa 2, 1°, en projet, du Code d'instruction criminelle envisage

> "la protection des données relatives à la personne concernée lors de la constitution du dossier répressif.".

Ainsi rédigée, cette disposition reste très vague sur les moyens qui seront mis en oeuvre pour protéger l’identité du témoin ainsi que les données relatives à sa vie privée.

Ces précisions sont toutefois essentielles pour l’exercice des droits de la défense de l'inculpé ou de la personne à l'encontre de laquelle le témoignage intervient.

Il ressort des explications des représentants du ministre que la mesure envisagée implique une forme d’anonymat mais uniquement pendant le temps de l’instruction ou de l’information. Par contre, lorsque le témoin est appelé à déposer devant le juge du fond, son identité serait

révélée aux parties au procès. Cette mesure pourrait aussi intervenir dans l'hypothèse où le témoignage d'une personne n'est pas important pour le bon déroulement du procès et qu'il n'y aurait, dès lors, pas lieu de révéler son identité.

Si la disposition en projet concerne effectivement l'anonymat du témoin, le Conseil d'Etat ne peut que renvoyer aux observations fondamentales qui ont déjà été formulées dans le cadre de l'examen de l'avant-projet de loi "relatif aux témoins anonymes", précité.

2. Le Code d'instruction criminelle

Il appartient à l'auteur du projet de vérifier si la mise en oeuvre des mesures de protection envisagées n'aura pas sur le déroulement de la procédure judiciaire des conséquences telles qu'elles nécessiteraient un aménagement du Code d'instruction criminelle.

2.1. Les mesures de protection préconisées dans le texte en projet sont de deux types : il y a, d'une part, les mesures de protection ordinaires qui sont énumérées à l'article 107, § 1er, alinéa 2, en projet, du Code d'instruction criminelle, dont notamment la "protection des données relatives à la personne concernée lors de la constitution du dossier répressif" et, d'autre part, les mesures de protection spéciales visées au paragraphe 2, alinéa 2 du même article et qui peuvent être soit "la relocalisation de la personne concernée pour une période de

plus de 45 jours", soit "le changement d'identité de la personne concernée".

En vertu de l'article 108 en projet du Code d'instruction criminelle, de telles mesures peuvent être demandées à la Commission de protection des témoins par le procureur du Roi, le procureur fédéral ou le juge d'instruction.

Le texte en projet ne précise cependant pas à quel stade de la procédure judiciaire cette demande peut être formulée. Il ne fait pas de doute que les mesures de protection pourront être accordées soit au stade de l'information, soit au stade de l'instruction. Par contre, le Conseil d'Etat s'interroge sur la possibilité d'encore accorder une protection au témoin qui interviendrait plus tard dans la procédure, lorsque le juge du fond est saisi de l'affaire. Le texte en projet n'apporte pas de réponse claire à cette question.

Si par exemple, un témoin de la partie civile sollicite une protection au stade de la procédure de jugement, il suffira que celle-ci en adresse la demande au procureur du Roi qui la transmettra à la Commission de protection des témoins, comme le prévoit l'article 108, § 1er, alinéa 1er, en projet, du Code d'instruction criminelle.

Dans ce cas, il serait souhaitable d'informer le président de la juridiction de cette démarche afin qu'il ne convoque le témoin que lorsque la Commission de protection des témoins aura décidé des mesures de protection à lui

accorder, sous peine de mettre en danger la sécurité, voire la vie du témoin concerné.

Le Conseil d'Etat se demande, dès lors, s'il ne s'impose pas d'adapter certaines dispositions du Code d'instruction criminelle, et notamment les articles 316 et 320, afin que le président de la cour d'assises tienne compte des mesures de protection accordées au témoin.

2.2. Certaines des mesures de protection envisagées ont pour but de dissimuler la nouvelle identité du témoin.

Selon les explications des représentants du ministre, le témoin protégé qui bénéficiera d'un changement d'identité pendant le cours de la procédure judiciaire continuera à déposer sous son ancienne identité. Dès lors, le dossier répressif fera état de cette ancienne identité et la défense pourra se renseigner sur le passé judiciaire éventuel du témoin. Par contre, la défense ne sera pas informée de la nouvelle identité, ni du nouveau domicile de ce témoin si celui-ci a été déplacé vers un autre lieu.

Cependant, l'article 317 du Code d'instruction criminelle impose aux témoins de révéler au président de la Cour d'assises leurs noms, prénoms, âge, profession, leur domicile ou résidence.

Ce texte doit être modifié pour permettre au témoin protégé de déposer sous son ancienne identité et de faire état de son ancien domicile ou de son ancienne résidence.

Pour le surplus, il est renvoyé à l'observation générale n° 1.2.

3. L'article 458 du Code pénal

Les dispositions du projet pourraient également entrer en conflit avec l'article 458 du Code pénal sanctionnant la violation du secret professionnel.

Que se passera-t-il, en effet, si le témoin protégé est une personne tenue au secret professionnel qui refuse de témoigner sur certains faits en alléguant ce devoir de secret ? La Commission de protection des témoins pourra-t-elle décider que le témoin abuse de ce secret et ainsi lui retirer toute protection ?

Le texte en projet doit être repensé à la lumière de ces considérations.

4. La loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms

Parmi les mesures de protection spéciales envisagées par l'article 107, § 2, alinéa 2, en projet, du Code d'instruction criminelle, figure notamment le changement d'identité de la personne concernée.

L'exposé des motifs (2) explique à ce propos qu'

"... en Belgique, toute personne ayant une raison de changer son nom ou son prénom peut, en vertu de la loi relative aux noms et prénoms du 15 mai 1987, adresser une demande motivée au Ministre de la Justice. Le changement de nom est une procédure administrative et est accordée par arrêté royal. Le Roi peut autoriser le changement de nom de manière exceptionnelle s'il estime que la demande repose sur des motifs sérieux et que le nom demandé ne prête pas à confusion et ne peut porter préjudice au demandeur ou à des tiers. Le changement de prénom est une procédure administrative plus simple et peut être accordé(e) par le biais d'un arrêté ministériel pris par le Ministre de la Justice et qui n'est pas publié au Moniteur belge.

Il est absolument indiqué de réglementer le changement de nom des témoins protégés afin de pouvoir au besoin recourir à cette réglementation légale. Plus particulièrement, il conviendrait de donner au Ministre de la Justice la possibilité d'accorder un changement de nom via une procédure administrative rapide et secrète lorsque la Commission de protection des témoins décide d'un changement d'identité. Il est important qu'un minimum de personnes connaissent le lien entre l'ancien et le nouveau nom. Il pourrait par exemple y être veillé en désignant auprès de l'administration du Ministère de la Justice une personne qui serait investie de la responsabilité des changements de nom. Cette personne devrait alors être en relation avec le Service de protection des témoins.".

Le texte en projet n'apporte toutefois aucune modification à la loi du 15 mai 1987, précitée, afin, d'une part, d'assouplir les règles du changement d'identité lorsqu'il s'agit d'un témoin protégé et, d'autre part, de limiter la publicité de cette nouvelle identité.

Cette lacune doit être comblée.

---

(2) Voir pp. 8-9.

5. L'articulation avec d'autres législations

Il appartient à l'auteur du projet de vérifier si certaines dispositions du projet n'imposent pas la modification d'autres lois. Il en va, par exemple, ainsi de l'article 107, § 1er, alinéa 2, 2°, 11° et 12°, en projet, du Code d'instruction criminelle, qui prévoit "la protection des données relatives à la personne concernée auprès du service de population", et qui permet la mise à la disposition du témoin protégé d'un numéro de téléphone secret ainsi que d'une plaque d'immatriculation protégée.

II. Nature juridique de la Commission de protection des témoins

Le texte en projet n'apporte pas de précisions sur la nature juridique de la Commission de protection des témoins. L'article 106 en projet du Code d'instruction criminelle, qui détermine sa composition, réserve une place importante aux membres du parquet, tandis que l'article 108, § 10, en projet du même Code dispose que les décisions de cette commission ne sont susceptibles d'aucun recours.

Il ressort des explications des représentants du ministre que la Commission de protection des témoins serait en réalité une "commission ad hoc".

Une qualification aussi vague n'est pas admissible. Il est inconcevable qu'une institution publique ne soit pas clairement identifiée dans l'organisation constitutionnelle des pouvoirs. Par ailleurs, dans un Etat de droit, il faut

savoir qui assume politiquement et civilement la responsabilité des décisions de la Commission.

Les auteurs du projet doivent, dès lors, clairement indiquer si la Commission doit être identifiée comme un service du parquet, ou une autorité administrative dépendante du ministère de la Justice, ou encore une juridiction.

Compte tenu de la composition de la Commission, le Conseil d'Etat estime qu'il devrait s'agir d'un service relevant du parquet.

Observations particulières

Dispositif

Article 1er

Dans la mesure où l'avant-projet de loi touche aux compétences du ministère public, il doit être examiné par le Parlement dans le cadre de la procédure bicamérale parfaite, c'est-à-dire conformément à l'article 77 de la Constitution.

Par ailleurs, lorsqu'il aura précisé la nature juridique de la Commission de protection des témoins, l'auteur du projet devra vérifier si les dispositions qui la concernent ne sont pas des dispositions qui ont trait à l'organisation des cours et tribunaux, au sens de l'article 77, 3° et 9°, de la Constitution.

L'article 1er du projet doit être revu en conséquence.

Article 2

1. En ce qui concerne la définition du "témoin menacé", l'attention des auteurs du projet est attirée sur une décision-cadre du Conseil de l'Union européenne du 15 mars 2001 relative au statut des victimes dans le cadre de procédures pénales (3). L'article 8 de ce texte invite chaque Etat membre à garantir un niveau approprié de protection aux victimes ainsi qu'à leurs proches, tant du point de vue de leur sécurité que du point de vue de leur vie privée.

En vertu de l'article 17 de cette décision-cadre, les Etats membres doivent, par des mesures législatives ou réglementaires appropriées, mettre en oeuvre cette protection pour le 22 mars 2002 au plus tard. Enfin, l'article 18 de la même décision prévoit que les Etats membres doivent transmettre au secrétariat général du Conseil et de la Commission, le texte des dispositions qui transposent, dans l'ordre juridique national, les obligations imposées par elle.

Il ressort des explications des représentants du ministre que le témoin menacé et susceptible d'être protégé en vertu de l'avant-projet de loi à l'examen, pourrait également être la victime elle-même.

(3) Publiée au J.O.C.E. du 22 mars 2001, L 82/1 à 4.

Afin d'éviter des divergences d'interprétation, la définition du témoin menacé devrait expressément inclure la victime.

2. Le 2° de l'article 105 en projet du Code d'instruction criminelle donne une définition de la "famille". Selon les explications des représentants du ministre, la condition de vivre sous le même toit que le témoin est également requise dans le chef des parents du conjoint du témoin ou des parents de la personne avec laquelle il cohabite et entretient une relation affective et sexuelle durable.

Il y a lieu d'adapter le texte français en conséquence.

3. Plusieurs dispositions du projet font référence à la notion de "personne concernée". Ainsi que l'ont indiqué les représentants du ministre, il s'agit à la fois du témoin menacé et des membres de sa famille qui bénéficient, comme lui, des mesures de protection. Afin d'assurer une unité dans la terminologie usitée, il serait souhaitable que l'article 105 en projet du Code d'instruction criminelle contienne une définition de la notion de "personne concernée".

Article 106 en projet du Code d'instruction criminelle

Outre l'observation générale n° II relative à la nature juridique de la Commission de protection des témoins, cette disposition appelle les observations suivantes :

1. Le paragraphe 1er, alinéa 2, en projet, détermine la composition de la Commission de protection des témoins. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que les dispositions de la loi du 22 décembre 1998 sur l'intégration verticale du ministère public, le parquet fédéral et le conseil des procureurs du Roi, ne sont pas toutes encore entrées en vigueur. Il en va notamment ainsi des dispositions qui concernent la fonction de procureur fédéral et le conseil des procureurs du Roi.

Par ailleurs, il y a lieu de préciser, dans le même alinéa 2, qu'il s'agit du directeur général de l'appui opérationnel de "la police fédérale". La même observation vaut pour le directeur général de la police judiciaire.

2. Au paragraphe 1er, alinéa 3, en projet, il est prévu que les membres de la Commission de protection des témoins

> "... peuvent se faire représenter conformément aux règles qu'ils fixent dans le règlement d'ordre intérieur de la Commission de protection des témoins.".

Ce texte appelle une double observation. D'une part, les termes "se faire représenter" sont trop larges. En effet, si les membres de la Commission peuvent se faire représenter en permanence par d'autres personnes, l'alinéa 2 du paragraphe 1er, qui fixe la composition de la Commission en désignant nommément ses membres, est vidé de sa substance. Il convient de remplacer les termes "se faire représenter" par les termes juridiquement plus corrects "être suppléé".

D'autre part, il faut prévoir que le règlement d'ordre intérieur sera approuvé par le Roi.

3. Le paragraphe 3 en projet précise que

> "... l'exécution de la protection au sein de la prison de personnes détenues est assurée par la Direction générale des Etablissements pénitentiaires.".

L'attention des auteurs du projet est attirée sur la circonstance que cette Direction générale du ministère de la Justice est appelée à disparaître dans le cadre de la création du Service public fédéral Justice (4).

---

(4) En vertu de l'arrêté royal du 23 mai 2001, ce Service aura notamment pour mission l'exécution des peines et la gestion des établissements pénitentiaires. L'article 2, § 2, de cet arrêté royal précise toutefois que le Service public fédéral Justice assumera les missions des services du ministère de la Justice à une date que le ministre de la Justice fixera.

Article 107 en projet du Code d'instruction criminelle

1. Ainsi que l'indique l'exposé des motifs (5), les mesures de protection ordinaires sont énumérées de manière restrictive au paragraphe 1er, alinéa 2, en projet.

Toutefois, de l'avis des représentants du ministre, cette liste n'est nullement exhaustive car d'autres mesures de protection pourraient être décidées en fonction du danger qui menace le témoin et ses proches.

Cette contradiction doit être levée et le dispositif doit faire apparaître clairement s'il s'agit d'une liste exhaustive ou indicative.

2. Au paragraphe 1er, alinéa 2, 8°, en projet, il convient de faire référence à des patrouilles organisées non pas "par les services locaux", mais bien par "des services de police".

3. Le 16° en projet envisage la "relocalisation" de la personne concernée pendant au maximum 45 jours. Le terme "relocalisation" n'est pas correct dans la langue française. Mieux vaut écrire que la personne est transférée vers des lieux plus sûrs pour sa protection pendant une période de 45 jours au maximum. Ainsi que l'ont indiqué les représentants du ministre, cette mesure n'implique en

(5) Voir p.8.

principe pas un changement d'adresse, il s'agit d'une mesure à court terme.

Quant à la "relocalisation" du témoin dans le contexte des mesures de protection spéciales visées au paragraphe 2, alinéa 2, en projet, elle pourrait impliquer un véritable changement de domicile ou de résidence.

Il n'est cependant pas approprié d'utiliser le même terme pour désigner des situations différentes. Au paragraphe 2, alinéa 2, 1°, en projet, il convient, dès lors, d'envisager, d'une part, le transfert de la personne concernée vers des lieux plus sûrs pour une période de plus de 45 jours et, d'autre part, le changement de domicile ou de résidence.

4. L'article 107, § 3, en projet, du Code d'instruction criminelle permet à la Commission pour la protection des témoins d'octroyer des mesures d'aide financière au témoin qui bénéficie des mesures de protection spéciales.

Il ressort de l'exposé des motifs (6) que

> "... la Commission fixe une allocation mensuelle dont le montant dépend des charges familiales du témoin, d'une part (en fonction notamment du nombre de proches relocalisés, de l'âge, de l'activité et de l'état de santé du témoin et de ses proches, des dettes, des pensions alimentaires à payer) et, d'autre part, des ressources propres dont il peut disposer. Lors de

(6) Voir p.10.

> l'attribution de cette allocation, une distinction peut être faite entre les différents montants qui la constitue, certains étant expressément réservés à des fins précises, par exemple l'acquittement de dettes.".

Ce commentaire met en évidence les critères objectifs sur la base desquels le montant de l'allocation mensuelle doit être fixé.

Le dispositif doit être complété sur ce point.

Une observation similaire vaut pour l'article 110, § 5, en projet, du Code d'instruction criminelle.

5. Au paragraphe 4 en projet, il est prévu que la personne qui bénéficie de mesures de protection spéciales a automatiquement droit "à une intervention lors de l'exercice des droits pécuniaires acquis".

Tel qu'il est rédigé, le texte est incompréhensible. Il ressort des explications des représentants du ministre que cette intervention est celle qui résulte du mandat général qui est conféré au directeur général de la police judiciaire en vertu de l'article 109, en projet, du Code d'instruction criminelle.

Le texte doit être revu.

Article 108 en projet du Code d'instruction criminelle

1. A l'alinéa 1er du paragraphe 1er, il convient de prévoir que la Commission peut également être saisie par le procureur général si le dossier répressif est examiné par la Cour d'appel dans le cadre d'un privilège de juridiction.

2. Puisque, comme l'ont indiqué les représentants du ministre, les mesures de protection visées au 5° du paragraphe 1er, alinéa 2, en projet, sont celles mentionnées au paragraphe 3 en projet, il est suggéré de rédiger le 5° comme suit :

"5° Les mesures de protection ordinaires visées au paragraphe 3 et les motifs particuliers qui les justifient.".

3. Au paragraphe 4 en projet, il y a lieu de préciser à partir de quel moment se calcule le délai prévu pour la transmission de l'avis du directeur général de la police judiciaire.

Le texte en projet n'indique par ailleurs pas si, pour rendre cet avis, le directeur général aura la possibilité de rencontrer le témoin.

Selon les représentants du ministre, le directeur général de la police judiciaire pourra, à l'instar de la Commission, entendre le témoin. Cette précision doit figurer dans le texte en projet.

Dans le texte français, les termes "capacité personnelle", lesquels ont un sens précis en droit,

constituent une traduction erronée des termes "persoonlijke geschiktheid"; ils doivent être remplacés par des termes plus adéquats.

4. Au paragraphe 6, le texte en projet doit être plus précis quant au quorum des présences requis pour qu'une décision soit valablement adoptée par la Commission de protection des témoins. La même observation vaut pour l'article 111, § 3, en projet, du Code d'instruction criminelle.

Article 109 en projet du Code d'instruction criminelle

En vertu de cette disposition, le témoin qui bénéficie de mesures de protection est tenu de signer

> "... un mémorandum écrit par lequel il s'engage à faire des déclarations sincères et complètes relatives à l'affaire dans laquelle il va témoigner, et à témoigner chaque fois qu'on le lui demandera.".

Toujours dans le cadre de ce mémorandum, il s'engage

> "... à faire des déclarations sincères et complètes relatives à toutes les obligations civiles qui reposent sur lui ou sur les membres de sa famille ou sur d'autres proches qui sont également à protéger et il s'engage à respecter ces obligations dans leur entièreté. Il donne également un mandat général au directeur général de la Police judiciaire.".

La disposition en projet appelle les observations suivantes.

1. Le texte en projet ne donne aucune précision sur la nature juridique de ce mémorandum et ne définit pas le contenu des obligations qui pèsent sur le témoin. S'agit-il d'une convention conclue entre le témoin et le Service de protection des témoins ou d'un acte unilatéral ?

En ce qui concerne la sécurité du témoin et l'obligation de faire une déposition, il semble ressortir de l'exposé des motifs qu'il s'agit d'un acte unilatéral. En revanche, en ce qui concerne le mandat général donné au directeur général de la police judiciaire, il s'agit et ne peut s'agir que du contrat de mandat régi par le Code civil.

L'exposé des motifs doit mieux faire apparaître ce double aspect du mémorandum.

2. Lorsque des mesures de protection spéciales sont octroyées, l'engagement unilatéral porte également sur l'obligation de respecter dans leur intégralité des obligations civiles qui reposeraient sur des membres de la famille ou d'autres proches qui sont également à protéger.

Se justifie-t-il que la protection spéciale octroyée au témoin lui soit retirée par le simple fait qu'un membre de la famille ou qu'un proche ne respecte pas les obligations qui lui incombent en vertu du mémorandum ?

3. Le texte en projet est gravement lacunaire sur le contenu et l'étendue exacte du mandat confié au directeur général de la police judiciaire.

Selon l'exposé des motifs (7),

> "... comme mandataire du témoin, le directeur général en sa qualité précitée, fait le nécessaire en ce qui concerne la gestion de son patrimoine. A cette fin, il conclut un accord de mandat avec un tiers, par exemple le conseil du témoin. Chez ce tiers, le témoin a son adresse de référence. Toute correspondance et tous les documents administratifs, destinés au témoin, arriveront au concerné. Celui-ci n'est bien entendu pas au courant de la résidence nouvelle et de l'identité éventuellement nouvelle du témoin. Il envoie tout au Service de protection des témoins, lequel autrement dit fonctionne comme intermédiaire. Pour les actes de disposition, un mandat spécifique est nécessaire.".

Ces explications démontrent que le texte du projet doit être revu. D'une part, celui-ci doit clairement faire apparaître que le mandat donné au directeur général de la police judiciaire permettra à celui-ci de conclure d'autres mandats concernant la gestion du patrimoine du témoin. Il va de soi que ces mandats ne peuvent être conclus qu'avec l'accord du témoin.

D'autre part, la distinction entre les actes d'administration et les actes de disposition - les premiers impliquant un mandat général et les seconds un mandat spécial - doit être clairement établie et ce, dans le respect des dispositions du Code civil.

---

(7) Voir p. 6.

Enfin, le Conseil d'Etat attire l'attention des auteurs du projet sur les conséquences civiles d'une exécution fautive du ou des mandats.

Dans ce cas, le droit commun devra s'appliquer, ce qui pourrait entraîner à la mise en cause de la responsabilité de l'Etat.

4. L'un des engagements que devrait prendre le témoin protégé est de faire "des déclarations sincères et complètes relatives à l'affaire dans laquelle il va témoigner". Cet engagement pourrait avoir pour effet de contraindre le témoin à s'accuser de certains faits pénalement punissables.

Le refus de témoigner pourrait avoir pour conséquence, en vertu de l'article 110, § 3, alinéa 2, en projet, du Code d'instruction criminelle, que les mesures de protection accordées au témoin lui soient retirées.

Si le droit au silence garanti par l'article 14, § 3, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et par l'article 6, § 1er, de la Convention européenne des droits de l'homme, joue d'abord en faveur de celui qui est poursuivi, la doctrine et la jurisprudence considèrent que ce droit peut également être invoqué par les personnes appelées à faire des témoignages en justice :

"Le droit du témoin de ne pas témoigner sur des faits qui l'exposent à des poursuites découle de l'interdiction plus générale de forcer quelqu'un à s'incriminer soi-même qui fait partie de l'essence même d'un procès équitable." (8) (9) (10).

Compte tenu de l'obligation en vertu de laquelle il s'est engagé à témoigner de manière complète et sincère, le témoin pourrait être contraint de s'incriminer de certains faits. De telles déclarations ne pourraient lui être opposées en justice comme éléments de preuve car, en matière pénale, une preuve n'est recevable que si elle a été obtenue régulièrement.

5. L'article 110, § 3, en projet, du Code d'instruction criminelle prévoit que les mesures de protection peuvent être retirées par la Commission de protection des témoins lorsqu'après l'octroi de mesures de protection, le témoin est soit, "soupçonné d'avoir commis un délit ou un crime" soit "convaincu d'un fait pouvant donner lieu à une peine d'emprisonnement d'un an ou à une peine

---

(8) J. Velu et R. Ergec, "La Convention européenne des droits de l'homme", Bruylant, 1990, p. 429, n° 496, qui citent Commission, déc. du 9 mars 1962, 119, n° 1083/61, inédite.

(9) O. Klees, "De l'obligation de témoigner au droit au silence", note d'observations sous Comm. eur. dr. hom., 13 octobre 1992, Rev. trim. dr. h., 1994, pp. 257-258.

(10) Cass., 6 mai 1993, arrêt "Transnuglear", Pas. I, p. 452.

plus lourde, ou si l'action publique est éteinte à son égard pour un fait semblable en application de l'article 216bis ou 216ter".

Pareille disposition risque de créer un conflit avec le juge d'instruction, soit que la Commission estime que la protection du témoin doit être retirée parce qu'il devient un suspect, alors que le juge d'instruction persiste à le considérer comme simple témoin qui ne doit pas être inculpé, soit qu'à l'inverse, la Commission considère qu'il faut maintenir les mesures de protection et donc le statut du témoin alors que le juge d'instruction est convaincu que la personne ne doit pas être interrogée comme témoin mais qu'elle doit être inculpée.

Article 110 en projet du Code d'instruction criminelle

1. Le paragraphe 3 de l'article 110 en projet du Code d'instruction criminelle dispose :

> "§ 3. Les mesures de protection octroyées à une personne peuvent être retirées si :
>
> 1° elle est soupçonnée d'avoir commis un délit ou un crime après l'octroi des mesures de protection;
>
> 2° elle est, après l'octroi des mesures de protection, convaincue d'un fait pouvant donner lieu à une peine d'emprisonnement d'un an ou à une peine plus lourde, ou si l'action publique est éteinte à son égard pour un fait semblable en application de l'article 216bis ou 216ter;".

Le 1° est ambigu car il n'indique pas clairement si c'est le soupçon ou la commission du délit ou du crime qui doit être postérieur à l'octroi des mesures de protection.

Au 2°, comme l'ont confirmé les représentants du ministre, les termes "convaincue d'un fait" doivent s'entendre comme étant une condamnation. Le texte doit être adapté pour dissiper cette ambiguïté (11).

2. Le Conseil d'Etat s'interroge sur la signification du paragraphe 4 en projet. A ce propos, les représentants du ministre ont expliqué que le dernier membre de la phrase était mal traduit, l'idée étant que les mesures de protection cessent lorsque la personne qui en bénéficie n'est plus en danger et pour autant que l'octroi de ces mesures de protection soit conditionné par l'existence d'un danger.

La version française du texte en projet doit être revue.

3. En vertu du paragraphe 6, 1°, en projet, les aides financières peuvent être retirées si

> "... le témoin menacé peut subvenir lui-même à ses propres besoins ainsi qu'à ceux des membres de sa famille et d'autres parents qui ont été déplacés avec

(11) Voir aussi l'article 108, § 4, alinéa 2, du projet.

lui ou s'il était capable d'y subvenir mais que son comportement l'en a empêché.".

Cette dernière partie de la phrase est peu explicite et doit mieux traduire l'intention recherchée par l'auteur du projet.

Interrogés à ce sujet, les représentants du ministre ont expliqué que sont visés principalement des comportements fautifs ou négligents. Cette précision doit apparaître dans le texte en projet.

Le 2° en projet prévoit que les aides financières peuvent être retirées lorsque le témoin a affecté une partie de l'allocation mensuelle ou une partie de la contribution financière spéciale à des fins autres que celles fixées par la Commission de protection des témoins (12). Ainsi rédigé, ce texte pourrait être interprété de manière restrictive, même si la fin poursuivie par le témoin était tout aussi légitime que celle qui a été décidée par la Commission.

Selon les explications des représentants du ministre, ce texte doit être revu afin de spécifier que le retrait de l'aide financière ne peut intervenir que si l'aide a été affectée par le témoin à des fins ne répondant pas à ses besoins ni à ceux de ses proches.

---

(12) A cet égard, l'exposé des motifs cite l'exemple de l'aide financière consacrée à des dépenses de luxe.

Au surplus, le terme "retirées" est inadéquat. Si, par exemple, il s'agit d'un versement effectué en une seule fois (13), celui-ci doit-il être reversé ?

Article 111 en projet du Code d'instruction criminelle

1. En vertu du paragraphe 1er en projet, le Service de protection des témoins peut demander un avis au directeur général de la police judiciaire s'il constate "qu'il existe une raison de modifier ou de retirer les mesures de protection octroyées ou les aides financières ...".

Le texte en projet est imprécis sur les raisons qui seront prises en considération par le Service de protection des témoins dans ce contexte.

Il en est de même pour le paragraphe 4 en projet, prévoyant le retrait des mesures de protection par la Commission.

Selon les représentants du ministre, les raisons dont il est question dans l'article 111 en projet correspondent à celles reprises à l'article 110 en projet.

(13) Article 107, § 3, alinéa 2, 2°, en projet.

Le texte en projet doit par conséquent clairement faire le lien avec cette dernière disposition.

2. Il convient de prévoir que le témoin doit être entendu par la Commission avant le retrait des mesures de protection.

Article 112 en projet du Code d'instruction criminelle

1. Selon le paragraphe 1er en projet,

> "... la décision de retirer les mesures de protection octroyées au témoin menacé entraîne de plein droit l'extinction des mesures de protection octroyées aux membres de sa famille et à ses autres parents.".

Dès lors que la suppression des mesures de protection en faveur des membres de la famille du témoin est automatique et ne laisse aucun pouvoir d'appréciation à la Commission, le Conseil d'Etat s'interroge sur la proportionnalité de cette disposition.

2. Interrogés sur le sens du paragraphe 3 en projet, les représentants du ministre ont expliqué que lorsque l'on transforme les mesures de protection spéciales en mesures de protection ordinaires pour le témoin, cette

transformation a pour effet de supprimer les mesures de protection spéciales dans le chef des proches du témoin qui en bénéficiaient automatiquement. Les mesures de protection ordinaires ne leur seront applicables que si ces proches sont eux-même en danger.

Le texte en projet doit être plus explicite sur ce point.

3. Le texte en projet reste silencieux sur la question du décès du témoin. Ce décès aura-t-il pour conséquence que les mesures de protection spéciales disparaîtront dans le chef de ses proches qui en ont bénéficié automatiquement et que les aides financières ne seront plus octroyées ?

Le texte en projet doit être complété sur ce point.

Article 3

Cette disposition modifie l'article 3 de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité. Toutefois, la modification proposée ne s'insère pas correctement dans l'article 3, précité. Celui-ci exige, en effet, pour la mise en oeuvre d'une classification que l'on protège certains intérêts. En l'espèce, il s'agit de la protection de la vie des témoins menacés.

La disposition en projet doit, dès lors, être rédigée comme suit :

"i) la sécurité des personnes auxquelles sont octroyées des mesures de protection spéciales en vertu de l'article 107, § 2, du Code d'instruction criminelle.".

Article 4

Cette disposition insère dans la loi du 11 décembre 1998, précitée, un article 5bis de sorte que tous les documents susceptibles de révéler l'identité ou la résidence ancienne ou nouvelle d'un témoin bénéficiant de mesures de protection spéciales, doivent être revêtus de la classification "TRES SECRET".

Cette classification a notamment pour conséquence, qu'au regard de l'article 8 de la même loi, seules certaines personnes pourront avoir accès à ces documents lorsqu'elles sont titulaires d'une habilitation de sécurité, sans préjudice toutefois des compétences propres des autorités judiciaires.

Si cette classification ne pose pas problème aux magistrats, elle peut cependant être un obstacle pour les droits de la défense, les avocats ne pouvant plus avoir accès à la totalité d'un dossier répressif, dès lors que certains documents révèlent l'identité du témoin protégé ou sa résidence. Les avocats de la défense recevront-ils une habilitation de sécurité leur permettant de consulter les

documents classifiés et faisant partie du dossier répressif ? Compte tenu des exigences de la loi du 11 décembre 1998, précitée, le processus risque d'être lourd et inadapté.

Il ressort des explications des représentants du ministre que l'article 5bis en projet n'est pas correctement rédigé. En réalité, seuls les documents faisant le lien entre l'ancienne identité et la nouvelle ou encore faisant le lien entre l'ancienne résidence et la nouvelle, doivent être classés "très secret".

La disposition en projet doit, en conséquence, être revue.

Observations d'ordre linguistique

Dans un certain nombre d'articles, il est question "d'octroyer des mesures de protection à un témoin menacé". Il vaut mieux écrire : "accorder le bénéfice de mesures de protection à un témoin menacé".

Le texte néerlandais de ce projet est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, quelques propositions à ce sujet sont faites ci-dessous.

A l'article 106, §§ 2 et 3, en projet, du Code d'Instruction criminelle, le verbe "verzekeren" n'est pas utilisé dans un sens correct et devrait être remplacé.

Dans plusieurs articles, le terme "overmaken" devrait être remplacé par le terme "overzenden".

Voorafgaande opmerking

Op 19 maart 2001 is de afdeling wetgeving verzocht over het betrokken voorontwerp van wet van advies te dienen binnen een termijn van ten hoogste één maand, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Uit de aan de Raad van State toegezonden stukken bleek niet de akkoordbevinding van de Minister van Begroting. Er was alleen een niet gedateerd en niet ondertekend stuk met als opschrift "Administratie van de Begroting en de Controle op de Uitgaven" bijgevoegd.

Aangezien de inspecteur van Financiën in zijn advies van 6 december 2000 erop gewezen heeft dat de voorgestelde tekst heel zeker een weerslag zal hebben op de Rijksbegroting, is krachtens artikel 5 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en Begrotingscontrole de akkoordbevinding van de Minister van Begroting vereist.

De akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 8 maart 2001, is eerst toegezonden aan de Raad van State bij een op 7 mei 2001 ontvangen brief.

Algemene opmerkingen

I. Invoeging in de bestaande en de ontworpen wetgeving

1. Ontwerp van wet betreffende de anonieme getuigen

1.1. De afdeling wetgeving heeft enkele maanden geleden een voorontwerp van wet onderzocht "betreffende de anonieme getuigen" (1) waarvan het voornaamste oogemerk eveneens het bieden van een betere bescherming was aan de getuigen die hun medewerking verlenen aan het gerecht. De anonimiteit zou hun onder meer worden toegekend in geval van aangifte van feiten die te maken hebben met de zware criminaliteit, dit wil zeggen strafbare feiten als bedoeld in artikel 90ter, §§ 2, 3 en 4, van het Wetboek van Strafvordering, of strafbare feiten die zijn gepleegd in het kader van een criminele organisatie zoals bedoeld in artikel 324bis van het Strafwetboek of strafbare feiten die een overtreding uitmaken van de wet van 16 juni 1993 betreffende de bestraffing van ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht.

Het onderhavige ontwerp van wet beoogt een soortgelijk doel, zonder evenwel een verband te leggen met het andere ontwerp.

Desgevraagd hebben de gemachtigden van de minister uitgelegd dat die ontwerpen nauw met elkaar zijn verbonden. Zo biedt het ontwerp van wet houdende toekenning van de

(1) Zie advies 30.522/2, gegeven op 6 november 2000.

volledige of gedeeltelijke anonimiteit aan de getuige waarborgen in verband met het geheimhouden van zijn identiteit gedurende de gehele gerechtelijke procedure. De bepalingen van het onderhavige ontwerp zullen vooral van toepassing zijn wanneer de anonimiteit niet is toegekend aan de getuige, maar hem niettemin een zekere materiële bescherming moet worden geboden. Het zou ook kunnen dat die bescherming noodzakelijk is voor de getuige aan wie de anonimiteit is toegekend.

De memorie van toelichting van het voorliggende ontwerp dient te worden aangevuld om het Parlement inzicht te verschaffen in over de samenhang tussen de twee ontwerpen en in de verenigbaarheid van de verschillende maatregelen waarin ze voorzien. In voorkomend geval moet het dispositief eveneens worden aangevuld.

1.2. Het ontworpen artikel 107, § 1, tweede lid, 1°, van het Wetboek van Strafvordering voorziet in

> "het afschermen van de gegevens van de betrokken persoon bij de opbouw van het strafdossier.".

Aldus gesteld blijft deze bepaling zeer vaag omtrent de middelen die zullen worden aangewend om de identiteit van de getuige, alsmede de gegevens betreffende diens privéleven, te beschermen.

Die preciseringen zijn nochtans van essentieel belang voor de uitoefening van de rechten van de verdediging van de beschuldigde of van de persoon tegen wie de getuigenis wordt afgelegd.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat de geplande maatregel een vorm van anonimiteit impliceert, doch uitsluitend gedurende het gerechtelijk onderzoek of het opsporingsonderzoek. Wanneer daarentegen de getuige voor de bodemrechter moet getuigen, zou zijn identiteit kenbaar worden gemaakt aan de partijen bij het geding. Deze maatregel zou ook kunnen worden genomen in het geval dat de getuigenis van een persoon niet belangrijk is voor het goede verloop van het proces en er bijgevolg geen aanleiding is om zijn identiteit kenbaar te maken.

Indien de ontworpen bepaling effectief betrekking heeft op de anonimiteit van de getuige, kan de Raad van State alleen maar verwijzen naar de elementaire opmerkingen die reeds zijn gemaakt in het kader van het onderzoek van het voormelde voorontwerp van wet "betreffende de anonieme getuigen".

2. Wetboek van strafvordering

Het staat aan de steller van het ontwerp na te gaan of het aanwenden van de geplande beschermingsmaatregelen geen zodanige gevolgen zal hebben voor het verloop van de gerechtelijke procedure dat een aanpassing van het Wetboek van Strafvordering nodig zou zijn.

2.1. De beschermingsmaatregelen die in de ontworpen tekst in overweging worden gegeven zijn van tweeërlei aard : er zijn enerzijds de gewone beschermingsmaatregelen die worden opgenoemd in het ontworpen artikel 107, § 1, tweede lid,van het Wetboek van Strafvordering, waaronder onder meer de "het afschermen van de gegevens van de betrokken persoon bij de opbouw van het strafdossier"en anderzijds de bijzondere beschermingsmaatregelen vermeld in paragraaf 2, tweede lid, van hetzelfde artikel en die kunnen bestaan in ofwel "het reloceren van de betrokken persoon gedurende meer dan 45 dagen", ofwel "het wijzigen van de identiteit van de betrokken persoon".

Krachtens het ontworpen artikel 108 van het Wetboek van Strafvordering, kan de Getuigenbeschermingscommissie om zulke maatregelen worden verzocht door de procureur des Konings, de federale procureur of de onderzoeksrechter.

De ontworpen tekst vermeldt evenwel niet in welke fase van de gerechtelijke procedure dit verzoek kan worden gedaan. Het lijdt geen twijfel dat de beschermingsmaatregelen zullen kunnen worden getroffen in de fase van het opsporingsonderzoek ofwel in de fase van het gerechtelijk onderzoek. Bij de Raad van State rijst daarentegen de vraag of het nog mogelijk is bescherming toe te kennen aan een getuige die later in de procedure zou optreden, wanneer de zaak bij de bodemrechter aanhangig is gemaakt. De ontworpen tekst geeft geen duidelijk antwoord op die vraag.

Indien bij voorbeeld een getuige van de burgerlijke partij om bescherming verzoekt in de fase van de rechtspleging, zal het volstaan dat die partij daartoe het verzoek richt tot de procureur des Konings die het zal overzenden aan de Getuigenbeschermingscommissie, zoals bepaald in het ontworpen artikel 108, § 1, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering.

In dat geval zou het wenselijk zijn de voorzitter van het rechtscollege op de hoogte te brengen van die stap, opdat hij de getuige alleen oproept nadat de getuigenbeschermingscommissie een besluit zal hebben genomen omtrent de beschermingsmaatregelen die ten gunste van de betrokken getuige moeten worden getroffen, wil men diens veiligheid en zelfs diens leven niet in gevaar brengen.

Volgens de Raad van State moet bijgevolg de vraag worden gesteld of sommige bepalingen van het Wetboek van Strafvordering niet moeten worden aangepast en inzonderheid de artikelen 316 en 320, opdat de voorzitter van het hof van assisen rekening kan houden met de ten gunste van de getuige getroffen beschermingsmaatregelen.

2.2. Sommige van de geplande beschermingsmaatregelen hebben tot doel de nieuwe identiteit van de getuige te verhullen.

Volgens de uitleg van de gemachtigden van de minister zal de beschermde getuige, die in de loop van de gerechtelijke procedure een andere identiteit heeft gekregen, onder zijn vroegere identiteit blijven getuigen.

In het strafdossier zal bijgevolg gewag worden gemaakt van deze vroegere identiteit en de verdediging zal inlichtingen kunnen inwinnen over het eventuele gerechtelijke verleden van de getuige. De verdediging zal daarentegen niet op de hoogte worden gebracht van de nieuwe identiteit, noch van de nieuwe woonplaats van die getuige als deze naar een andere plaats is overgebracht.

Artikel 317 van het Wetboek van Strafvordering verplicht evenwel de getuigen hun naam, voornamen, leeftijd, beroep, woonplaats of verblijfplaats kenbaar te maken aan de voorzitter van het hof van assisen.

Die tekst moet worden gewijzigd om de beschermde getuige de mogelijkheid te bieden te getuigen onder zijn vroegere identiteit en gewag te maken van zijn vroegere woonplaats of van zijn vroegere verblijfplaats.

Voor het overige wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 1.2.

3. Artikel 458 van het Strafwetboek

De bepalingen van het ontwerp zouden eveneens strijdig kunnen zijn met artikel 458 van het Strafwetboek waarin de schending van het beroepsgeheim strafbaar wordt gesteld.

Wat zal er immers gebeuren indien de beschermde getuige een persoon is die gebonden is aan het beroepsgeheim

en weigert te getuigen over bepaalde feiten onder aanvoering van die geheimhoudingsplicht ? Zal de getuigenbeschermingscommissie kunnen beslissen dat de getuige misbruik maakt van die geheimhoudingsplicht en hem zodoende elke bescherming ontnemen ?

De ontworpen tekst moet worden herdacht in het licht van die overwegingen.

4. Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen

Eén van de in het ontworpen artikel 107, § 2, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering geplande bijzondere beschermingsmaatregelen is onder meer de identiteitswijziging van de betrokken persoon.

In dat verband wordt in de memorie van toelichting (2) het volgende uitgelegd :

> "In België kan volgens de Naamwet van 15 mei 1987 elke persoon die reden heeft om zijn naam of voornaam te veranderen, hiervoor een met redenen omkleedverzoek richten tot de Minister van Justitie. De naamsverandering is een administratieve procedure die bij Koninklijk Besluit wordt toegestaan. De Koning kan de naamsverandering uitzonderlijk toestaan indien hij van oordeel is dat het verzoek steunt op ernstige redenen en dat de gevraagde naam geen aanleiding geeft tot verwarring en de verzoeker of derden niet kan schaden. De verandering van de voornaam is een eenvoudiger administratieve procedure die middels een

(2) Zie blz. 9-10.

Ministerieel Besluit door de Minister van Justitie kan toegekend worden en niet in het Belgisch Staatsblad wordt gepubliceerd.

Het is absoluut aangewezen dat de naamsverandering van beschermde getuigen wettelijk zou geregeld worden, zodat er gebruik van gemaakt kan worden zo nodig. Meer bepaald zou er een mogelijkheid moeten gecreëerd worden voor de Minister van Justitie om een naamswijziging toe te kennen via een snelle en geheime administratieve procedure in geval tot een wijziging van identiteit door de Getuigenbeschermingscommissie werd besloten. Het is van belang dat zo weinig mogelijk mensen de link kennen tussen de oude en de nieuwe naam. Dit zou bijvoorbeeld gerealiseerd kunnen worden door iemand van de administratie van het ministerie van Justitie aan te stellen die hiervoor verantwoordelijk is. Deze persoon dient dan gelieerd te zijn aan de Getuigenbeschermingsdienst."

De ontworpen tekst brengt evenwel geen enkele wijziging aan in de voormelde wet van 15 mei 1987 die ertoe zou strekken enerzijds de regels inzake identiteitswijziging te versoepelen wanneer het om een beschermde getuige gaat, en anderzijds de bekendmaking van die nieuwe identiteit te beperken.

Die leemte moet worden aangevuld.

5. Samenhang met andere regelgeving

Het staat aan de steller van het ontwerp na te gaan of sommige bepalingen van het ontwerp niet nopen tot de wijziging van andere wetten. Zulks is bij voorbeeld het geval met het ontworpen artikel 107, § 1, tweede lid, 2°, 11° en 12° van het Wetboek van Strafvordering dat voorziet in "het afschermen van de gegevens van de betrokken persoon bij de dienst bevolking" en dat het mogelijk maakt een geheim telefoonnummer alsmede een afgeschermde nummerplaat ter beschikking te stellen van de beschermde getuige.

II. Rechtskarakter van de Getuigenbeschermingscommissie

De ontworpen tekst brengt geen duidelijkheid omtrent het rechtskarakter van de Getuigenbeschermingscommissie. In het ontworpen artikel 106 van het Wetboek van Strafvordering, dat de samenstelling ervan bepaalt, wordt veel plaats ingeruimd voor de leden van het parket, terwijl het ontworpen artikel 108, § 10, van het zelfde Wetboek bepaalt dat tegen de beslissingen van deze commissie geen enkel rechtsmiddel openstaat.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat de Getuigenbeschermingscommissie in werkelijkheid een "commissie ad hoc" zou zijn.

Zo'n vage kwalificatie is niet aanvaardbaar. Het is ondenkbaar dat een openbare instelling niet duidelijk geïdentificeerd wordt in de grondwettelijke organisatie van

de machten. Bovendien moet in een rechtsstaat bekend zijn wie uit politiek en burgerrechtelijk oogpunt de verantwoordelijkheid draagt voor de beslissingen van de commissie.

De stellers van het ontwerp moeten bijgevolg duidelijk aangeven of de commissie een dienst van het parket is, een administratieve overheid die ressorteert onder het Ministerie van Justitie, dan wel een rechtscollege.

Gelet op de samenstelling van de commissie is de Raad van State van oordeel dat het zou moeten gaan om een dienst die onder het parket ressorteert.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 1

Voor zover het voorontwerp van wet betrekking heeft op de bevoegdheden van het openbaar ministerie, behoort het door het Parlement onderzocht te worden in het kader van de procedure van het volledige bicamerisme, met andere woorden overeenkomstig artikel 77 van de Grondwet.

Van zodra de steller van het ontwerp overigens het rechtskarakter gepreciseerd zal hebben van de Getuigenbeschermingscommissie, zal hij voorts moeten nagaan

of de bepalingen die daarop betrekking hebben geen bepalingen zijn die verband houden met de organisatie van de hoven en rechtbanken, in de zin van artikel 77, 3° en 9°, van de Grondwet.

Artikel 1 van het ontwerp behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

Artikel 2

1. Wat betreft de definitie van het begrip "bedreigde getuige" wordt de aandacht van de stellers van het ontwerp gevestigd op een kaderbesluit van de Raad van de Europese Unie van 15 maart 2001 inzake de status van het slachtoffer in de strafprocedure (3). Volgens artikel 8 van die tekst moet elke lidstaat een passend niveau van bescherming waarborgen voor de slachtoffers en hun familieleden, zowel wat betreft hun veiligheid als wat betreft de bescherming van hun persoonlijke levenssfeer.

Overeenkomstig artikel 17 van dat kaderbesluit doen de lidstaten de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen met het oog op die bescherming in werking treden tegen uiterlijk 22 maart 2002. Tot slot wordt in artikel 18 van datzelfde besluit bepaald dat de lidstaten het secretariaat-generaal van de Raad en de Commissie de tekst

(3) Bekendgemaakt in het P.B.E.G. van 22 maart 2001, L 82/1 tot 4.

moeten meedelen van de voorschriften waarmee zij hun verplichtingen uit hoofde van dit kaderbesluit in hun nationale recht omzetten.

Uit de verklaringen van de gemachtigden van de minister blijkt dat de bedreigde getuige die krachtens het onderzochte voorontwerp van wet beschermd dient te worden, eveneens het slachtoffer zelf zou kunnen zijn.

Teneinde verschillende interpretaties te vermijden, behoort in de definitie van het begrip bedreigde getuige het slachtoffer uitdrukkelijk te worden opgenomen.

2. In onderdeel 2° van het ontworpen artikel 105 van het Wetboek van Strafvordering wordt een definitie gegeven van het begrip "gezin". Volgens de verklaringen van de gemachtigden van de minister geldt de voorwaarde van onder hetzelfde dak te wonen als de getuige eveneens voor de bloedverwanten van de echtgenoot van de getuige of van de bloedverwanten van de persoon met wie hij samenleeft en een duurzame affectieve en seksuele relatie heeft.

De Franse tekst behoort dan ook dienovereenkomstig te worden aangepast.

3. Verschillende bepalingen van het ontwerp verwijzen naar het begrip "betrokken persoon". De

gemachtigden van de minister hebben aangegeven dat het zowel om de bedreigde getuige gaat als om zijn familieleden voor wie, net zoals voor hem, beschermingsmaatregelen worden getroffen. Teneinde te zorgen voor de eenheid van terminologie, zou het wenselijk zijn dat in het ontworpen artikel 105 van het Wetboek van Strafvordering een definitie wordt gegeven van het begrip "betrokken persoon".

Ontworpen artikel 106 van het Wetboek van Strafvordering

Naast de algemene opmerking nr. II met betrekking tot het rechtskarakter van de Getuigenbeschermingscommissie behoren bij deze bepaling de volgende opmerkingen te worden geformuleerd :

1. De ontworpen paragraaf 1, tweede lid, legt de samenstelling vast van de Getuigenbeschermingscommissie. De aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op het feit dat nog niet alle bepalingen van de wet van 22 december 1998 betreffende de verticale integratie van het openbaar ministerie, het federaal parket en de raad van de procureurs des Konings in werking zijn getreden. Dit is inzonderheid het geval met de bepalingen die betrekking hebben op het ambt van federaal procureur en de raad van de procureurs des Konings.

In datzelfde tweede lid behoort overigens te worden gepreciseerd dat het gaat om de directeur-generaal

Operationele Ondersteuning van "de federale politie". Dezelfde opmerking geldt voor de directeur-generaal Gerechtelijke Politie.

2. In de ontworpen paragraaf 1, derde lid, wordt bepaald dat de leden van de Getuigenbeschermingscommissie

> "... zich (laten) vertegenwoordigen overeenkomstig de regels die zij vastleggen in het huishoudelijk reglement van de Getuigenbeschermingscommissie.".

Deze tekst geeft aanleiding tot twee opmerkingen. Enerzijds is het begrip "laten zich vertegenwoordigen" veel te ruim. Indien immers de leden van de Commissie zich permanent kunnen laten vertegenwoordigen door andere personen wordt het tweede lid van paragraaf 1, waarin de samenstelling van de Commissie wordt vastgelegd door de leden ervan bij naam aan te wijzen, uitgehold. De woorden "laten zich vertegenwoordigen" behoren vervangen te worden door de juridisch correctere woorden "kunnen worden vervangen".

Anderzijds behoort te worden bepaald dat het huishoudelijk reglement door de Koning wordt goedgekeurd.

3. De ontworpen paragraaf 3 stelt dat

"... de tenuitvoerlegging van de bescherming van gedetineerde personen binnen de gevangenis (...) verzekerd (wordt) door het Directoraat-generaal der Strafinrichtingen.".

De aandacht van de stellers van het ontwerp wordt gevestigd op de omstandigheid dat dat Directoraat-generaal van het Ministerie van Justitie verdwijnen zal in het kader van de oprichting van de Federale Overheidsdienst Justitie (4).

Ontworpen artikel 107 van het Wetboek van Strafvordering

1. Zoals in de memorie van toelichting wordt gesteld (5), worden de gewone beschermingsmaatregelen limitatief opgesomd in de ontworpen paragraaf 1, tweede lid.

De gemachtigden van de minister zijn evenwel van oordeel dat deze lijst geenszins exhaustief is, aangezien er tot andere beschermingsmaatregelen zou kunnen worden besloten in functie van het gevaar waardoor de getuige en zijn naaste familieleden worden bedreigd.

---

(4) Krachtens het koninklijk besluit van 23 mei 2001 zal deze Dienst inzonderheid tot opdracht hebben de uitvoering van straffen en het beheer van de strafinrichtingen. In artikel 2, § 2, van dat koninklijk besluit wordt evenwel gesteld dat de Federale Overheidsdienst Justitie de opdrachten van de diensten van het Ministerie van Justitie zal overnemen op een datum die door de Minister van Justitie zal worden vastgesteld.

(5) Zie blz. 8.

Deze tegenstrijdigheid behoort te worden weggewerkt en in het dispositief moet duidelijk worden weergegeven of het om een exhaustieve dan wel om een enunciatieve lijst gaat.

2. In de ontworpen paragraaf 1, tweede lid, 8°, behoort verwezen te worden naar patrouilles die niet door "de lokale diensten", maar wel door "politiediensten" worden georganiseerd.

3. In het ontworpen onderdeel 16° wordt gesproken over "het reloceren" van de betrokken persoon gedurende maximum 45 dagen. De term "reloceren" behoort niet tot het Nederlands taaleigen. Het zou beter zijn te schrijven dat de persoon voor zijn bescherming naar veiligere oorden wordt overgeplaatst gedurende maximaal 45 dagen. De gemachtigden van de minister hebben gesteld dat deze maatregel in principe geen adreswijziging veronderstelt, aangezien het om een maatregel op korte termijn gaat.

Het "reloceren" van de getuige binnen de context van de bijzondere beschermingsmaatregelen bedoeld in de ontworpen paragraaf 2, tweede lid, zou een echte verandering van de woon- of verblijfplaats met zich mee kunnen brengen.

Het is evenwel niet raadzaam om dezelfde term te gebruiken ter aanduiding van verschillende situaties. In de ontworpen paragraaf 2, tweede lid, 1°, behoort derhalve

enerzijds melding te worden gemaakt van de overbrenging van de betrokken persoon naar veiligere oorden gedurende meer dan 45 dagen en anderzijds van de verandering van woon- of verblijfplaats.

4. Het ontworpen artikel 107, § 3, van het Wetboek van Strafvordering geeft de Getuigenbeschermingscommissie de mogelijkheid om financiële hulpmaatregelen toe te kennen aan de getuige ten gunste van wie bijzondere beschermingsmaatregelen worden getroffen.

Uit de memorie van toelichting (6) blijkt dat

> "... de Commissie (...) een maandelijkse uitkering vast(stelt), waarvan het bedrag afhankelijk is van de gezinsleden van de getuige enerzijds (afhankelijk van o.m. het aantal - gereloceerde - gezinsleden; leeftijd, activiteiten en gezondheidstoestand van getuige en gezinsleden; schulden; te betalen onderhoudsgelden; ...) en de eigen middelen waarover hij kan beschikken anderzijds. Bij de toekenning van deze uitkering kunnen desgewenst een aantal samenstellende bedragen worden onderscheiden, waarvan sommige uitdrukkelijk voor precieze doeleinden worden bestemd, b.v. voor het afbetalen van de schulden.".

Deze commentaar zet de objectieve criteria in de verf op grond waarvan het bedrag van de maandelijkse uitkering dient te worden bepaald.

Het dispositief behoort op dit punt te worden aangevuld.

---

(6) Zie blz. 11.

Een soortgelijke opmerking geldt voor het ontworpen artikel 110, § 5, van het Wetboek van Strafvordering.

5. In de ontworpen paragraaf 4 wordt gesteld dat de persoon ten gunste van wie bijzondere beschermingsmaatregelen worden getroffen van rechtswege recht heeft "op tussenkomst bij de uitoefening van verworven pecuniaire rechten".

De tekst is in zijn huidige redactie onbegrijpelijk. Uit de verklaringen van de gemachtigden van de minister blijkt dat deze tussenkomst die is welke voortvloeit uit de algemene lastgeving die verleend wordt aan de directeur-generaal Gerechtelijke Politie overeenkomstig het ontworpen artikel 109 van het Wetboek van Strafvordering.

De tekst moet worden herzien.

Ontworpen artikel 108 van het Wetboek van strafvordering

1. In het eerste lid van paragraaf 1 behoort te worden bepaald dat er op de Commissie ook een beroep kan worden gedaan door de procureur-generaal als het strafdossier onderzocht wordt door het Hof van Beroep binnen het kader van een berechtingsprivilege.

2. Aangezien, zoals ook de gemachtigden van de minister hebben aangegeven, de beschermingsmaatregelen bedoeld in onderdeel 5° van de ontworpen paragraaf 1, tweede lid, die zijn welke vermeld worden in de ontworpen paragraaf 3, wordt voorgesteld om onderdeel 5° te stellen als volgt :

"5° De gewone beschermingsmaatregelen bedoeld in paragraaf 3 en de bijzondere redenen die deze wettigen.".

3. In de ontworpen paragraaf 4 behoort te worden gepreciseerd vanaf wanneer de termijn berekend wordt voor de overlegging van het advies van de directeur-generaal Gerechtelijke Politie.

Voorts wordt in de ontworpen tekst niet bepaald of de directeur-generaal de mogelijkheid zal hebben om de getuige te ontmoeten wanneer hij dat advies moet verlenen.

Volgens de gemachtigden van de minister zal de directeur-generaal Gerechtelijke Politie, in navolging van de Commissie, de getuige kunnen horen. Deze precisering behoort in de ontworpen tekst te worden vermeld.

In de Franse tekst zijn de woorden "capacité personnelle", die de iure een welbepaalde betekenis hebben, een onjuiste vertaling van de woorden "persoonlijke geschiktheid"; zij dienen vervangen te worden door een meer geschikte term.

4. In paragraaf 6, behoort de ontworpen tekst duidelijker te zijn wat betreft het aantal aanwezigen dat vereist is opdat een beslissing geldig goedgekeurd wordt door de Getuigenbeschermingscommissie. Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 111, § 3, van het Wetboek van Strafvordering.

Ontworpen artikel 109 van het Wetboek van Strafvordering

Krachtens deze bepaling moet de getuige ten gunste van wie beschermingsmaatregelen zijn getroffen

> "... een schriftelijk memorandum (ondertekenen), waarin hij zich ertoe verbindt om oprechte en volledige verklaringen af te leggen betreffende de zaak waarin hij zal getuigen, en te getuigen telkens hij hierom verzocht wordt.".

Nog steeds in het kader van dat memorandum verbindt hij zich ertoe

> "... om oprechte en eerlijke verklaringen af te leggen over alle burgerrechtelijke verplichtingen die hetzij op hemzelf, hetzij op de samen met hem te beschermen gezinsleden of andere bloedverwanten rusten, en verzekert hij de integrale nakoming van deze verplichtingen. Tevens verleent hij een algemene lastgeving aan de directeur-generaal Gerechtelijke Politie.".

Over de ontworpen bepaling behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt.

1. In de ontworpen tekst wordt de juridische aard van dat memorandum niet gepreciseerd en wordt niet omschreven wat de verplichtingen die op de getuige rusten, precies inhouden. Gaat het om een overeenkomst tussen de getuige en de Getuigenbeschermingsdienst of om een eenzijdige akte ?

Wat betreft de veiligheid van de getuige en de verplichting om een verklaring af te leggen, lijkt uit de memorie van toelichting te kunnen worden opgemaakt dat het om een eenzijdige akte gaat. Voor de algemene lastgeving aan de directeur-generaal Gerechtelijke Politie daarentegen gaat het en kan het alleen gaan om een lastgevingovereenkomst die onder het Burgerlijk Wetboek valt.

Die twee aspecten van het memorandum moeten in de memorie van toelichting duidelijker tot uiting komen.

2. Wanneer bijzondere beschermingsmaatregelen worden getroffen, heeft de eenzijdige verbintenis ook betrekking op de verplichting om alle burgerlijke verplichtingen na te komen die op gezinsleden of andere familieleden rusten die eveneens moeten worden beschermd.

Is het verantwoord dat de bijzondere bescherming die aan een getuige wordt toegekend, aan die getuige wordt ontnomen louter omdat gezinsleden of familieleden zich niet houden aan de verplichtingen die krachtens het memorandum op hen rusten ?

3. In de ontworpen tekst wordt erg weinig gezegd over de inhoud en de precieze strekking van de lastgeving die aan de directeur-generaal Gerechtelijke Politie wordt gegeven.

In de memorie van toelichting (7) staat :

> "... Als lasthebber van de getuige doet de directeur-generaal in zijn eerder vermelde hoedanigheid dan het nodige voor het beheer van diens vermogen. Hij sluit hiertoe zelf een lastgevingovereenkomst met een derde, vb. de advocaat van de getuige. Bij deze derde krijgt de getuige zijn referentieadres. Alle post en administratieve documenten, bestemd voor de getuige, zullen derhalve bij de betrokkene terechtkomen. Deze is uiteraard niet op de hoogte van de nieuwe verblijfplaats en de eventuele nieuwe identiteit van de getuige. Hij stuurt alles door naar de Getuigenbeschermingsdienst, die met andere woorden steeds als tussenpersoon fungeert. Voor daden van beschikking is telkens een specifieke lastgeving vereist.".

Uit die uitleg blijkt dat de tekst van het ontwerp moet worden herzien. Enerzijds moet in de tekst duidelijk tot uiting komen dat de lastgeving aan de directeur-generaal Gerechtelijke Politie deze in staat stelt om andere lastgevingovereenkomsten te sluiten voor het beheer van het vermogen van de getuige. Uiteraard kunnen die lastgevingovereenkomsten alleen worden gesloten met instemming van de getuige.

Anderzijds moet het onderscheid tussen daden van beheer en daden van beschikking - waarbij de eerste een algemene lastgeving en de tweede een bijzondere lastgeving inhouden - duidelijk naar voren komen en zulks met inachtneming van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek.

---

(7) Zie blz. 6.

Tot slot maakt de Raad van State de stellers van het ontwerp attent op de civielrechtelijke gevolgen van een verkeerde uitvoering van de lastgeving(en).

In dat geval moet het gemene recht worden toegepast, wat tot gevolg kan hebben dat de verantwoordelijkheid bij de Staat wordt gelegd.

4. Eén van de zaken waartoe de beschermde getuige zich zou moeten verbinden, is "oprechte en volledige verklaringen af te leggen betreffende de zaak waarin hij zal getuigen". Die verbintenis zou tot gevolg kunnen hebben dat de getuige moet toegeven dat hij bepaalde feiten heeft gepleegd waarop strafrechtelijke straffen staan.

De weigering om te getuigen zou krachtens het ontworpen artikel 110, § 3, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering tot gevolg kunnen hebben dat de beschermingsmaatregelen die ten gunste van de getuige zijn getroffen, worden ingetrokken.

Hoewel het recht om te zwijgen dat wordt gewaarborgd door artikel 14, lid 3, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten en door artikel 6, lid 1, van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens in de eerste plaats in het voordeel speelt van degene die vervolgd wordt, wordt in de rechtsleer en de rechtspraak geoordeeld dat dit recht ook kan worden aangevoerd door personen die in rechte moeten getuigen :

"Le droit du témoin de ne pas témoigner sur des faits qui l'exposent à des poursuites découle de l'interdiction plus générale de forcer quelqu'un à s'incriminer soi-même qui fait partie de l'essence même d'un procès équitable." (8) (9) (10).

Gelet op de verplichting krachtens welke de getuige zich ertoe verbonden heeft oprechte en volledige verklaringen af te leggen, zou deze ertoe gedwongen kunnen worden toe te geven dat hij bepaalde strafbare feiten heeft gepleegd. Zulke verklaringen kunnen in rechte niet tegen hem worden aangevoerd als bewijsmateriaal, want in strafzaken is een bewijs slechts ontvankelijk als het op regelmatige wijze is verkregen.

5. Het ontworpen artikel 110, § 3, van het Wetboek van Strafvordering bepaalt dat de Getuigenbeschermingscommissie de beschermingsmaatregelen kan intrekken wanneer de getuige, nadat beschermingsmaatregelen zijn getroffen, hetzij "ervan verdacht wordt een wanbedrijf of misdaad te hebben gepleegd", hetzij "schuldig is bevonden aan een feit dat een gevangenisstraf van een jaar of een zwaardere straf tot gevolg kan hebben, of indien de strafvordering wegens dergelijk feit ten aanzien van hem

---

(8) J. Velu en R. Ergec, "La Convention européenne des droits de l'homme", Bruylant, 1990, blz. 429, nr. 496 waarin melding wordt gemaakt van Commissie, beschikking 9 maart 1962, 119, nr. 1083/61, onuitg.

(9) O. Klees, "De l'obligation de témoigner au droit au silence", noot met opmerkingen onder Comm. eur. dr. hom., 13 oktober 1992, Rev. trim. dr. h., 1994, blz. 257-258.

(10) Cass., 6 mei 1993, arrest "Transnuclear", Arr. Cass. 1993, blz. 455.

vervallen is ingevolge toepassing van artikel 216bis of 216ter".

Het gevaar bestaat dat zulk een bepaling tot een conflict met de onderzoeksrechter leidt, hetzij omdat de Commissie van oordeel is dat de bescherming van de getuige moet worden ingetrokken omdat hij een verdachte is geworden, terwijl de onderzoeksrechter hem blijft beschouwen als een gewone getuige die niet in verdenking moet worden gesteld, hetzij omdat integendeel de Commissie van oordeel is dat de beschermingsmaatregelen en dus de status van getuige moeten worden gehandhaafd, terwijl de onderzoeksrechter ervan overtuigd is dat de betrokkene niet als getuige moet worden ondervraagd, maar in verdenking moet worden gesteld.

Ontworpen artikel 110 van het Wetboek van Strafvordering

1. Paragraaf 3 van het ontworpen artikel 110 van het Wetboek van Strafvordering bepaalt :

> "§ 3. De aan een persoon toegekende beschermingsmaatregelen kunnen worden ingetrokken indien :
>
> 1° hij ervan verdacht wordt een wanbedrijf of misdaad te hebben gepleegd na toekenning van de beschermingsmaatregelen;
>
> 2° hij na toekenning van de beschermingsmaatregelen schuldig is bevonden aan een feit dat een gevangenisstraf van een jaar of een zwaardere straf tot gevolg kan hebben, of indien de strafvordering wegens dergelijk feit ten aanzien

van hem vervallen is ingevolge toepassing van artikel 216bis of 216ter;".

Onderdeel

1° is dubbelzinnig, omdat niet duidelijk blijkt of de verdenking dan wel het plegen van het wanbedrijf of de misdaad moet dateren van na het treffen van de beschermingsmaatregelen.

In 2° slaan de woorden "schuldig is bevonden aan een feit" op een veroordeling. De gemachtigden van de minister hebben dat bevestigd. De tekst moet zo worden aangepast dat die dubbelzinnigheid verdwijnt (11).

2. De Raad van State vraagt zich af wat in de ontworpen paragraaf 4 wordt bedoeld. In dat verband hebben de gemachtigden van de minister uitgelegd dat het laatste deel van de zin slecht vertaald is, aangezien het de bedoeling is dat de beschermingsmaatregelen worden ingetrokken wanneer de betrokkene niet langer in gevaar is en voorzover het treffen van die beschermingsmaatregelen afhankelijk is gesteld van het bestaan van een gevaar.

De Franse versie van de ontworpen tekst moet worden herzien.

3. Krachtens de ontworpen paragraaf 6, 1°, kan de financiële hulp worden ingetrokken indien :

> "... de bedreigde getuige zelf in zijn onderhoud en dat van de samen met hem gereloceerde leden van zijn gezin en andere bloedverwanten kan voorzien of had kunnen

(11) Zie ook artikel 108, § 4, tweede lid, van het ontwerp.

voorzien, doch dit door eigen toedoen heeft verhinderd.".

Dit laatste deel van de zin is niet erg duidelijk. De bedoeling van de steller van het ontwerp moet duidelijker tot uiting komen.

Toen de gemachtigden van de minister daarover om uitleg zijn gevraagd, hebben ze geantwoord dat het vooral gaat om foutieve of nalatige gedragingen. Dat moet in de ontworpen tekst worden verduidelijkt.

Het ontworpen onderdeel 2° bepaalt dat de financiële hulp kan worden ingetrokken als de getuige een deel van de maandelijkse uitkering of een deel van de bijzondere financiële bijdrage voor andere doeleinden heeft aangewend dan die welke door de Getuigenbeschermingscommissie zijn bepaald (12). Zoals de tekst nu is gesteld, kan hij restrictief worden opgevat, zelfs als het doel dat de getuige heeft nagestreefd net zo legitiem was als het doel dat de Commissie heeft vooropgesteld.

Volgens de uitleg van de gemachtigden van de minister moet die tekst worden herzien. Er moet in worden gespecificeerd dat de financiële hulp slechts kan worden ingetrokken als de getuige de hulp heeft aangewend voor

---

(12) In dat verband wordt in de memorie van toelichting bij wijze van voorbeeld verwezen naar het geval dat de financiële hulp aan luxeartikelen zou zijn besteed.

doeleinden die niet aan zijn behoeften of aan die van zijn familieleden beantwoorden.

Bovendien is het woord "ingetrokken" niet dienstig. Als het bijvoorbeeld gaat om een bedrag dat in één keer (13) is uitbetaald, moet dat dan worden teruggestort ?

Ontworpen artikel 111 van het Wetboek van Strafvordering

1. Krachtens de ontworpen paragraaf 1 kan de Getuigenbeschermingsdienst het advies van de directeur-generaal Gerechtelijke Politie inwinnen als hij vaststelt dat "een grond tot wijziging of intrekking van de toegekende beschermingsmaatregelen of financiële hulpmaatregelen voorhanden is ...".

In de ontworpen tekst wordt niet gezegd welke precieze redenen de Getuigenbeschermingsdienst daartoe zouden kunnen bewegen.

Deze opmerking geldt ook voor de ontworpen paragraaf 4, betreffende de intrekking van beschermingsmaatregelen door de Commissie.

(13) Ontworpen artikel 107, § 3, tweede lid, 2°.

Volgens de gemachtigden van de minister stemmen de redenen bedoeld in het ontworpen artikel 111 overeen met de redenen genoemd in het ontworpen artikel 110. Het verband met die bepaling moet dus in de ontworpen tekst worden verduidelijkt.

2. Er behoort te worden bepaald dat de getuige door de Commissie moet worden gehoord voordat de beschermingsmaatregelen worden ingetrokken.

Ontworpen artikel 112 van het Wetboek van Strafvordering

1. De ontworpen paragraaf 1 bepaalt :

> "De beslissing tot intrekking van de aan de bedreigde getuige toegekende beschermingsmaatregelen leidt van rechtswege tot het verval van de aan zijn gezinsleden en andere bloedverwanten toegekende beschermingsmaatregelen.".

Aangezien de beschermingsmaatregelen ten gunste van de gezinsleden van de getuige automatisch worden opgeheven en aan de Commissie geen beoordelingsbevoegdheid terzake wordt overgelaten, vraagt de Raad van State zich af of die bepaling met het evenredigheidsbeginsel overeenkomstig is.

2. Toen de gemachtigden van de minister om uitleg over de betekenis van de ontworpen paragraaf 3 zijn gevraagd, hebben ze geantwoord dat wanneer de bijzondere

beschermingsmaatregelen voor de getuige in gewone beschermingsmaatregelen worden omgezet, die omzetting tot gevolg heeft dat de bijzondere beschermingsmaatregelen voor de familieleden van de getuige, die deze bescherming automatisch genoten, worden opgeheven. Voor gewone beschermingsmaatregelen komen die familieleden alleen in aanmerking als ze zelf in gevaar verkeren.

De ontworpen tekst moet op dat punt dus worden verduidelijkt.

3. In de ontworpen tekst wordt niet gezegd wat er geschiedt als de getuige overlijdt. Heeft dat overlijden tot gevolg dat de bijzondere beschermingsmaatregelen die zijn familieleden automatisch hebben genoten, worden opgeheven en dat geen financiële hulp meer wordt toegekend ?

De ontworpen tekst moet op dat punt worden aangevuld.

Artikel 3

Deze bepaling wijzigt artikel 3 van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen. De voorgestelde wijziging kan evenwel niet correct in het genoemde artikel 3 worden ingepast. Dat artikel bepaalt immers dat bij classificatie bepaalde belangen moeten worden beschermd. In het onderhavige geval gaat het om de bescherming van het leven van bedreigde getuigen.

De ontworpen bepaling moet dus als volgt worden gesteld :

"i) de veiligheid van de personen ten gunste van wie bijzondere beschermingsmaatregelen zijn getroffen krachtens artikel 107, § 2, van het Wetboek van Strafvordering.".

Artikel 4

Bij deze bepaling wordt in de genoemde wet van 11 december 1998 een artikel 5bis ingevoegd, zodat aan alle documenten waaruit de nieuwe of oude verblijfplaats of de identiteit van de getuige die bijzondere beschermingsmaatregelen geniet, kan blijken, de classificatie "ZEER GEHEIM" moet worden toegekend.

Die classificatie heeft onder meer tot gevolg dat in het licht van artikel 8 van de genoemde wet alleen bepaalde personen toegang tot die documenten kunnen krijgen, op voorwaarde dat ze houder zijn van een veiligheidsmachtiging, evenwel onverminderd de bevoegdheden die eigen zijn aan de gerechtelijke instanties.

Die classificatie levert weliswaar geen problemen op voor de magistraten, maar kan wel een belemmering vormen voor de rechten van de verdediging, aangezien de advocaten geen toegang meer kunnen krijgen tot het volledige strafdossier, daar uit bepaalde stukken de identiteit of de verblijfplaats van de beschermde getuige kan worden

afgeleid. Krijgen de advocaten van de verdediging een veiligheidsmachtiging die hen in staat stelt inzage te krijgen in de geclassificeerde stukken die deel uitmaken van het strafdossier ? Gelet op de voorschriften van de genoemde wet van 11 december 1998 dreigt dit een zware en niet zeer geschikte regeling te worden.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat het ontworpen artikel 5bis niet juist is gesteld. In werkelijkheid moeten uitsluitend de documenten waarin een link wordt gelegd tussen de oude en de nieuwe identiteit of tussen de oude en de nieuwe verblijfplaats als "zeer geheim" worden geclassificeerd.

De ontworpen bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

Taalopmerkingen

In diverse artikelen is sprake van het toekennen van beschermingsmaatregelen aan een getuige. Het zou beter zijn te schrijven dat beschermingsmaatregelen worden getroffen ten gunste van een getuige.

De Nederlandse tekst van dit ontwerp is voor verbetering vatbaar en dient dan ook grondig te worden herzien. Bij wijze van voorbeeld worden hierna enkele voorstellen hieromtrent gedaan.

In het ontworpen artikel 106, §§ 2 en 3, van het Wetboek van Strafvordering wordt het werkwoord "verzekeren" niet in een van de correcte betekenissen ervan gebruikt en zou het moeten worden vervangen.

In diverse artikelen dient het woord "overmaken" te worden vervangen door het woord "overzenden".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	Y. KREINS,	
		conseiller d'Etat, président, staatsraad, voorzitter,
	P. QUERTAINMONT, J. JAUMOTTE,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	J. van COMPERNOLLE, B. GLANSDORFF,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	B. VIGNERON,	greffier, griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY, conseiller d'Etat.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY, staatsraad.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS